

## COHÉSION, PARTICIPATION ET DÉMOCRATIE

# LA DÉMOCRATIE LOCALE

— Mariella Collini

D'élection en élection, la part de personnes élues par acclamation, le nombre de postes vacants, la proportion de femmes candidates ou encore le taux de participation au scrutin municipal rappellent l'enjeu de la démocratie locale. Regard sur les candidatures aux élections municipales de 2021, et retour en arrière sur le taux de participation au scrutin de 2017.

À la fin de la période de mise en candidature, 592 personnes avaient soumis leur candidature aux postes électifs des conseils municipaux de la région. Il s'agit d'un nombre de personnes aspirantes plutôt stable, avec une vingtaine de plus ou de moins selon les élections. Huit sièges n'ont pas trouvé de personne intéressée. Signe pour certains d'un désinvestissement de la population envers la politique municipale ou pour d'autres, d'un vote de confiance en la personne sortante, on observe ici une part grandissante de personnes élues sans opposition (74 % en 2021 c. 66 % en 2009). Il s'agit d'une proportion plus élevée qu'au Québec (61 %).

### PROFIL DES PERSONNES ASPIRANTES

> Sur les 592 personnes candidates, 54 % sollicitent un nouveau mandat, que ce soit pour poursuivre leur mandat actuel ou briguer la mairie, alors que 46 % aspirent accéder au conseil municipal. En 2013, les proportions étaient inversées, avec plus de nouvelles candidatures que de candidatures sortantes dans la région. Dans l'ensemble du Québec, c'est la situation contraire, avec une proportion de nouvelles candidatures (54 %) supérieure à celle des candidatures sortantes (46 %) aux élections de 2021.

> Dans la région, les femmes représentent 40% de toutes les candidatures aux élections municipales de 2021. Cette proportion est deux fois moins élevée pour les candidatures à la mairie, alors que les femmes comptent pour 45 % des candidatures à un poste de conseiller. Globalement, bien que le taux de

présence féminine piétine dans la région entre 2017 et 2021, le taux régional demeure parmi les plus élevés des régions du Québec, suivant Laval (46 %) et Montréal (42 %).

> L'âge moyen des personnes candidates varie selon le poste convoité. À la mairie, l'âge moyen (57,7 ans) est près de cinq ans plus élevé que celui des candidatures à un poste de conseiller (53,0 ans). Généralement, les hommes candidats sont légèrement plus âgés que les femmes candidates.

### TAUX DE PARTICIPATION

Le taux de participation régional aux élections municipales a fluctué de 45,8 % en 2009 à 44,0 % en 2013, et enfin à 47,9 % en 2017. D'une municipalité à l'autre, les taux ont oscillé entre 34 % et 76 % aux élections de 2017. Le taux de participation électorale est plus important dans les municipalités de petite taille, alors qu'il est moins élevé dans les villes plus peuplées.

En conclusion, en date du 29 octobre 2021, à la suite des postes élus par acclamation, des postes vacants et des désistements au lendemain du 1<sup>er</sup> octobre, les électrices et les électeurs seront appelés aux urnes pour élire, parmi 239 candidatures toujours en lice, leur candidate ou candidat à l'un des 110 postes électifs. De ce nombre, 24 scrutins désigneront les personnes élues à la mairie et 86 scrutins, aux postes de conseillères et de conseillers. Fait particulier pour la MRC de Témiscamingue, la population est aussi conviée à élire la préfecture au suffrage universel lors des élections municipales. ■

### Taux de participation (%), élections municipales générales à la mairie

> Municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue, 2017

	Taux %
Amos	34,4
Notre-Dame-du-Nord	34,4
Laforce	37,7
Trécesson	47,9
Rouyn-Noranda	49,5
Témiscaming	49,7
Saint-Marc-de-Figuery	49,8
Gallichan	49,9
Macamic	50,0
Sainte-Gertrude-Manneville	50,8
Barraute	53,9
Preissac	56,4
Palmarolle	57,9
Senneterre (ville)	58,5
Taschereau	60,1
Lorrainville	60,1
Rapide-Danseur	63,2
Rochebaucourt	64,7
Moffet	67,8
Belleterre	68,8
Roquemaure	76,2

Note : Le taux de participation se définit comme la proportion de personnes qui ont voté sur le nombre total de personnes inscrites sur la liste électorale dans les municipalités où le poste de maire est élu au moyen d'un scrutin.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH), **Élections municipales 2017 - Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller**. Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Sources : MAMH, **Candidatures, résultats et statistiques - Élections générales municipales 2021**. Données au 1<sup>er</sup> octobre 2021. MAMH, **Données ouvertes**, compilées par l'Observatoire, le 31 octobre 2021.

## LA PANDÉMIE AU QUOTIDIEN

— Mariella Collini

Rarissimes sont les données régionalisées sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 et des mesures sanitaires sur la vie de la population. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) vient de pallier partiellement ce manque avec la diffusion de certains résultats obtenus dans le cadre de l'Enquête québécoise sur la santé de la population (EQSP) 2020-2021.

Réalisée à tous les six ans, l'EQSP est une enquête qui porte sur plusieurs sujets de santé et de bien-être. Parmi les 45 000 personnes répondantes à l'Enquête, 7 275 d'entre elles, dont 438 en Abitibi-Témiscamingue, ont répondu à un volet spécifique au contexte particulier de la pandémie entre novembre 2020 et avril 2021. Cette période coïncide avec le maintien de mesures sanitaires, le couvre-feu, l'obligation de télétravail, les fermetures d'écoles, etc.

### ■ Satisfaction à l'égard de la vie sociale et inquiétudes ressenties

Les deux tiers des personnes de la région se disent moins satisfaites de leur vie sociale depuis le début de la pandémie. Il s'agit d'une part significativement moins élevée que dans le reste de la province. Les cinq régions qui ont des proportions moindres que la moyenne provinciale sont toutes des régions dites « ressources ». Il serait toutefois mal avisé de croire que la COVID-19 n'a pas été une source d'inquiétude pour soi ou pour une personne proche. Plus de 70 % des gens se sont inquiétés pour la santé d'un proche à risque et 56 % pour leur propre santé, ce qui est

similaire au reste du Québec. Dans la région, proportionnellement beaucoup moins de personnes (48 %) se sont inquiétées pour la santé d'un proche qui n'était pas à risque.

### ■ Liens avec la détresse psychologique

Parmi les personnes qui se situent au niveau élevé de l'échelle de détresse psychologique, 80 % ont attribué, en totalité ou en partie, à la pandémie les émotions négatives ressenties (anxiété, stress, état dépressif, etc.).

### ■ Modifications des habitudes de vie

Durant la pandémie, les personnes de la région ont été moins enclines à modifier la fréquence de leur activité physique. Ainsi, 32 % ont affirmé l'avoir diminuée, alors que 9 % ont dit l'avoir augmentée, ce qui est, pour l'un comme pour l'autre, significativement moins élevé que dans le reste du Québec. Même si certaines personnes ont profité de la pandémie pour diminuer leur consommation de cigarettes (3 %), d'alcool (15 %) ou de cannabis (2 %), d'autres ont indiqué, dans des proportions similaires au reste du Québec, avoir fumé davantage (4 %) et consommé plus d'alcool (13 %) et de cannabis (2,8 %\*\*).

### ■ Répercussions sur la situation d'emploi

La pandémie a affecté la situation d'emploi d'un grand nombre de travailleuses et de travailleurs. De manière similaire au reste du Québec, 63 % des personnes en Abitibi-Témiscamingue ont été touchées, d'une manière ou d'une autre, dans leur vie professionnelle. Pour une durée temporaire ou définitive, plus d'une personne sur quatre (27 %) a perdu son emploi ou a été contrainte de fermer son entreprise. Le contexte de pandémie a transformé de façon inattendue la façon de travailler de certains, alors que 18,5 % ont dû s'adapter au télétravail.

N'étant ni plus ni moins nombreux que dans le reste du Québec, 22 % des personnes de la région ont ressenti des inquiétudes quant à leur capacité à concilier la garde des enfants, l'enseignement à la maison et le travail, qu'il soit ou non réalisé à domicile. L'enquête révèle qu'au Québec, les personnes ayant dû faire du télétravail (40 %) se sont dites plus inquiètes quant à la conciliation famille, études et travail que celles qui travaillaient à l'extérieur (29 %).

### ■ Répercussions sur la situation financière

Au chapitre du revenu, 21 % des personnes de la région ont eu des difficultés, à divers degrés, à respecter leurs obligations financières ou à répondre à leurs besoins essentiels (loyer ou hypothèque, services publics, alimentation, etc.). Il s'agit d'une part significativement moins élevée que dans le reste du Québec (26 %). À l'échelle provinciale, les personnes qui ont perdu leur emploi ont été plus nombreuses, en proportion, à avoir vécu des difficultés financières que celles ayant conservé leur emploi (49 % c. 22 %). ■

### Certains indicateurs caractérisant les répercussions de la COVID-19 sur la santé, la détresse psychologique, la situation financière et l'emploi

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec, novembre 2020 à avril 2021

	Abitibi-Témiscamingue	Ensemble du Québec
<b>Diminution de la satisfaction à l'égard de sa vie sociale</b>	66,2 % (-)	76,7 %
<b>Liens entre la détresse psychologique et la pandémie de COVID-19</b>		
- Complètement reliés	23,5 %*	30,0 %
- Partiellement reliés	56,7 %	55,5 %
- Aucunement reliés	19,8 %	14,4 %
<b>Répercussions sur les obligations financières</b>	20,8 % (-)	25,7 %
<b>Répercussions sur la situation d'emploi</b>	62,9 %	67,7 %

Notes : (+)/(-) Proportion significativement supérieure (+) ou inférieure (-) au seuil de 0,05 entre la région et le reste de la province.

\* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence. \*\* Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation fournie à titre indicatif seulement

Ensemble des personnes de 15 ans et plus vivant dans un logement privé au Québec, à l'exclusion des personnes résidant dans les réserves indiennes.

Source : Institut de la statistique du Québec, **Répercussions de la pandémie sur la vie sociale, la santé mentale, les habitudes de vie et la réalité du travail des Québécois**, volet de l'Enquête québécoise sur la santé de la population (EQSP) 2021, octobre 2021.

## SANTÉ

# SOUTENIR LA SANTÉ MENTALE

— Étienne Désy-Massé

Plus d'un dixième de la population de la région vivait avec un trouble de santé mentale en 2019-2020. L'accessibilité aux services en santé mentale représente encore un défi pour certaines personnes. Aperçu de la prévalence des troubles mentaux et de l'accès aux services publics et communautaires dans la région.

En 2019-2020, avant la pandémie, 13 % de la population régionale âgée d'un an et plus était diagnostiquée d'un trouble mental<sup>1</sup>, une proportion légèrement supérieure au reste du Québec (11 %). La prévalence était un peu plus élevée du côté féminin que masculin (15 % c. 12 %). Toutefois, chez les jeunes (1 à 17 ans), les garçons étaient plus touchés que les filles (15 % c. 11 %). Un peu plus de la moitié des cas de troubles mentaux diagnostiqués dans la région était des troubles anxiodépressifs.

### SERVICES PUBLICS ET DÉLAIS

Les services publics en santé mentale sont dispensés par le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSS-AT). Les personnes entrent par les services de première ligne, ce qui comprend les services courants (relation d'aide, thérapies, diagnostics, etc.). Des personnes présentant des problématiques plus complexes ont ensuite recours aux services davantage spécialisés de deuxième ligne.

Le CISSS-AT observe des enjeux d'accessibilité tant en première qu'en deuxième ligne, comme l'illustrent des délais d'attente pour obtenir un rendez-vous. Encadrés par des recommandations gouvernementales, les délais d'attente varient en fonction de trois degrés de priorité établis selon l'évaluation de l'état mental du patient. Ces niveaux de priorité, du plus au moins important, représentent les personnes en crise affichant un danger imminent pour elles-mêmes et les autres (1) et les personnes à risque d'atteinte à leur intégrité, leur santé et sécurité dans l'immédiat (2) ou à moyen terme en l'absence d'intervention (3).

Les délais prescrits pour rencontrer les personnes correspondant aux premier et deuxième niveaux de priorité (2 et 10 jours) sont généralement respectés par le CISSS-AT. Cependant, le délai prescrit pour les

personnes au troisième niveau de priorité (30 jours) est largement dépassé. Ainsi, le délai moyen pour obtenir un rendez-vous en première ligne, tous niveaux de priorité confondus, s'établissait à 142 jours dans la région en septembre 2021.

En ce qui concerne les services de deuxième ligne, le temps moyen d'attente pour un rendez-vous en santé mentale était plus court qu'en première ligne et se situait entre 0 et 10 jours dans la région, excepté à Rouyn-Noranda (327 jours). La cause principale derrière ce délai moyen beaucoup plus élevé à Rouyn-Noranda était une pénurie de psychologues en deuxième ligne : un seul travaillait sur place en plus d'aider ses collègues de Val-d'Or.

### Nombre moyen de jours d'attente pour obtenir un rendez-vous en santé mentale par ligne de service

> Abitibi-Témiscamingue, septembre 2021

	Première ligne	Deuxième ligne
Amos	100	0
La Sarre	178	10
Rouyn-Noranda	197	327
Témiscamingue	67	10
Val-d'Or	168	4
<b>Région</b>	<b>142</b>	<b>88</b>

Source : CISSS-AT, Entretiens avec la direction des programmes de santé mentale et de dépendances, 29 septembre 2021.

Alors que les données sur la prévalence des troubles de santé mentale en temps de pandémie ne sont pas encore disponibles, le CISSS-AT constate néanmoins que les personnes tendent à consulter plus tardivement. La présence de problématiques plus sévères nécessite une intervention de plus longue durée, ce qui augmente le temps moyen consacré aux suivis et retarde la prise en charge de nouveaux patients. Toutefois, le CISSS-AT fait réévaluer régulièrement ces personnes en attente pour s'assurer qu'elles

sont classées dans les niveaux adéquats de priorité médicale.

### ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

En 2020-2021, 25 organismes en santé mentale ont reçu 4,0 M\$ du CISSS-AT dans le cadre du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), une augmentation de 13 % comparativement à 2019-2020. Dans le contexte pandémique, ces organismes ont dû repenser leurs services face à la hausse de la fréquentation, l'arrivée de nouveaux usagers et l'adaptation aux mesures sanitaires en tentant de maintenir le plus possible le présentiel puisqu'une partie de la clientèle est peu familière avec l'informatique. ■

## ✓ SANTÉ ÉTUDIANTE

Les résultats d'un sondage effectué en décembre 2020 auprès de la communauté étudiante de l'UQAT montrent que près des deux tiers des personnes étudiantes interrogées ont constaté que leur santé mentale se portait moins bien depuis mars 2020 (64 %) et ont affirmé ne pas connaître les services psychosociaux de l'UQAT (60 %). Par ailleurs, presque la moitié des personnes sondées dont la santé mentale s'est dégradée (46 %) ont affirmé avoir songé à décrocher.

Source : AGEUQAT, Résultats d'un sondage interne du 1<sup>er</sup> au 14 décembre 2020, 2021.

Notes :

1. Comprend les troubles anxiodépressifs, l'hyperactivité, le retard de développement, les abus de substances psychoactives, les troubles psychotiques et les troubles de la personnalité.

Sources : CISSS-AT, Demande d'information, **Rapports annuels de gestion et Vivre avec un problème de santé mentale en Abitibi-Témiscamingue, 2021** Table de concertation régionale des organismes communautaires alternatifs en santé mentale de l'Abitibi-Témiscamingue (TCROCASMAT), Entretien avec la présidence, 30 septembre 2021.

## CONNECTER LE TERRITOIRE

— Nancy Ross

L'accès à Internet haute vitesse et à un réseau cellulaire de qualité est devenu en quelques années un enjeu incontournable du développement territorial<sup>1</sup>. Alors que l'Abitibi-Témiscamingue accuse un certain retard en ce qui concerne le taux de branchement Internet, saura-t-elle tirer son épingle du jeu?

**Une région branchée?**

Selon une enquête NETendances 2020<sup>2</sup>, le taux de branchement en Abitibi-Témiscamingue s'établit à 87 %, comparativement à 94 % à l'échelle provinciale, positionnant la région à l'avant dernier rang. Le téléphone intelligent est devenu l'outil principal de communication dans la région pour près de 4 adultes sur 5 (79 %) en 2020, dépassant maintenant le nombre de propriétaires d'ordinateur (71 %).

Toutefois, ces données ne permettent pas de qualifier la rapidité de la connexion Internet ou encore l'extension du réseau cellulaire. L'accès à une connexion Internet de qualité a pris toute son importance au cours des deux dernières années, alors que la pandémie de COVID-19 a obligé plusieurs travailleurs et étudiants à opter pour le travail et l'apprentissage à distance. Plusieurs secteurs ruraux ont témoigné de leurs difficultés d'accès à une connexion Internet haute vitesse qui répond aux standards établis, évoquant au passage l'importance d'un accès de qualité pour l'occupation du territoire, pour l'apprentissage scolaire des enfants, pour la vitalité économique des entreprises et pour briser l'isolement<sup>3</sup>.

**Des disparités par MRC**

Des initiatives en cours devraient permettre

d'améliorer l'accès à l'Internet. En 2020, on estimait à 13 300 le nombre de foyers de la région qui n'avaient toujours pas accès à Internet haute vitesse. Vidéotron s'est engagée à connecter ces foyers en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec d'ici le 30 septembre 2022 dans le cadre de l'Opération haute vitesse Canada-Québec<sup>4</sup>. À la suite d'un inventaire mené en collaboration étroite avec les MRC, ce sont finalement 14 450 foyers et 944 commerces répartis dans 68 villes et municipalités, majoritairement en milieu rural, qui seront branchés au réseau.

Du côté de l'accessibilité au réseau cellulaire, l'organisme Gestion de l'inforoute régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (GIRAT) a finalisé le projet Mobile A-T en ajoutant 32 sites cellulaires en Abitibi-Témiscamingue, incluant le secteur de la réserve faunique La Vérendrye. Selon l'organisme, le projet aura permis de joindre 95 % de la population<sup>5</sup>. L'extension du réseau cellulaire devrait favoriser la numérisation de l'économie régionale en réduisant l'effet de la distance sur la productivité et en stimulant l'innovation (industries minière, forestière, agricole et du transport), en plus de contribuer à la rétention et à l'attraction de ressources humaines dont la région a grand besoin pour assurer son développement. ■

Sources : 1. Côtes-Turpin, Casey, **Développement du numérique en région périphérique**, mémoire de maîtrise, UQAT, 2021; 2. ATN, **Enquête NETendance 2020 – Portrait numérique des régions du Québec**; 3. MRC d'Abitibi-Ouest, Communiqués (416 et 455); 4. et 5. Sites Internet de **Vidéotron** et du **GIRAT**.

**NOTRE MISSION**

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

445, boulevard de l'Université,  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4  
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2455  
observatoire@observat.qc.ca  
[OBSERVAT.QC.CA](http://OBSERVAT.QC.CA)

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)  
ISSN : 1916-4963 (En ligne)  
2 100 abonnements

## ✓ SORTI DES PRESSES

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, **Le Bulletin de l'habitation - Bilan mi-année 2021**.

Bureau de coopération interuniversitaire, **Données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne 2021, 2021**.

Commission de la santé et des services sociaux du Québec et du Labrador, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Université du Québec en Outaouais et Réseau DIALOG, **Boîte à outils des principes de la recherche en contexte autochtone : éthique, respect, équité, réciprocité, collaboration et culture**. 3<sup>e</sup> édition.

Conseil des académies canadiennes (CAC), **Des écarts de connectivité pour des millions de personnes vivant en région rurale et éloignée au Canada, 2021**.

Desjardins, **Région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue : Survol et prévisions économiques – Études régionales, 2021**.

Fédération des producteurs forestiers du Québec, **La forêt privée chiffrée : Édition 2021, 2021**.

Fondation pour l'alphabétisation, **La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux – Estimation d'un indice de littératie par MRC, 2021**.

Institut national des mines du Québec, **Les tendances générales en formation minière**. Rapport semestriel réalisé à partir de l'infolettre MineAvenir du 4 février au 4 juin 2021, 2021.

Ministère de l'Éducation, **Indices de défavorisation des écoles publiques 2020-2021, 2021 et Diplomation et qualification au secondaire 2021 et Prévisions de l'effectif scolaire à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire, par centres de services scolaires et Québec**

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, **Restauration des sites miniers abandonnés – Plan de travail 2021-2022, 2021**.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, **Répertoire des usines de transformation primaire du bois – Édition juin 2021, 2021**.

Retraite Québec, **Statistiques 2019 – Régime de rentes du Québec, 2021**.

Société d'habitation du Québec, **L'habitation en bref 2021, 2021**.

Bonne lecture !



**L'OBSERVATOIRE**  
de l'Abitibi-Témiscamingue  
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER